



1er mai 2021

Ensemble pour les droits sociaux et les libertés



Depuis plus d'une année, le gouvernement bouleverse en toute impunité la vie, le travail, les droits et les libertés individuelles et collectives de l'ensemble de la population, en prétextant qu'il agit pour le bien de toutes et tous.

En réalité, les décisions du Président Macron ont exacerbé la précarité et renforcé les inégalités de toute part.

Cette politique fait peser des menaces considérables sur la santé, la sécurité, le bien-être, l'avenir et les droits de l'ensemble de la population.

En ce qui concerne la santé, le gouvernement refuse de renforcer le système de santé publique. Il n'a mis, depuis un an, aucun moyen matériel et humain supplémentaire ; bien au contraire, il a provoqué suppressions de lits et départs de soignants.

Les attaques du gouvernement érodent de plus en plus rapidement notre système de protection sociale, nos services publics, nos emplois, nos conditions de travail, nos salaires, nos droits.

Dans le privé, le gouvernement maintient l'incertitude quant au redémarrage de l'activité de nombreux secteurs, à l'arrêt ou au ralenti depuis des mois. De trop nombreux plans sociaux, des restructurations injustifiées, des délocalisations d'activités avec leur cortège de suppressions d'emploi sont en cours.

Beaucoup d'entreprises ont pourtant bénéficié d'aides publiques importantes sans aucune contrepartie.

Dans le public, le gouvernement prétend maintenir un service gratuit et de proximité au service de la population, mais poursuit en sous-main les suppressions de postes, de services et de missions.

Dans l'Education comme dans les autres services, il faut au contraire un plan d'urgence massif d'investissement et de créations d'emplois statutaires.

Dans tous les domaines, la nécessité de répondre aux besoins de la population saute aux yeux, après des années de suppressions d'emplois dans le privé comme dans le public.

La précarité et la pauvreté gagnent du terrain en particulier chez les jeunes et les salariés fragilisés par des contrats à durée déterminée. Nos organisations exigent un plan d'urgence pour la jeunesse, de plus en plus sacrifiée.

Et pourtant, le gouvernement a fait passer sans sourciller la réforme de l'assurance chômage, rejetée par toutes les organisations syndicales et qui n'a d'autre but que de faire de nouvelles économies.

Elle pourrait pénaliser plus 1,7 millions de demandeurs d'emploi, parmi eux les plus précaires et particulièrement les plus jeunes.

Nos organisations renouvellent leur exigence d'abandon de la réforme aux conséquences désastreuses, elles se mobilisent, aux côtés des salariés précaires, des intermittents, des saisonniers, des intérimaires.

Elles militent pour le renforcement de la protection sociale qui passe également par l'abandon définitif de tout projet régressif en matière de retraites.

Nos organisations combattent toutes les entraves à l'activité syndicale et toutes les atteintes aux libertés individuelles et collectives notamment le droit constitutionnel de manifestation. Elles condamnent la prolongation sans fin de l'état d'urgence et appellent au retrait des dispositions contenues dans le projet de loi sécurité globale et les décrets sécurité intérieure qui remettent en cause ces libertés.

Le 1er mai est une journée qui unit internationalement les travailleurs et travailleuses avec leurs organisations syndicales. Le progrès des droits sociaux et des garanties collectives est conditionné à ce que tous les peuples puissent vivre en paix et disposent des libertés individuelles et collectives indispensables à leur développement.

Nos organisations CGT et FSU appellent toutes les travailleuses et travailleurs à se saisir du 1er mai pour en faire une journée de mobilisation et de manifestation, pour s'engager avec détermination pour l'emploi, les salaires, les services publics, la protection sociale et la défense des libertés.

EN 2020, LA COVID 19 ET CE GOUVERNEMENT NOUS ONT PRIVÉ DE CETTE JOURNÉE REVENDICATIVE.

**EN 2021, FAISONS DU 1^{ER} MAI
UNE JOURNÉE INTERNATIONALE
POUR LE PROGRÈS SOCIAL ET LE DROIT DES PEUPLES.**

HENDAYE - 11h30 Place de la Mairie

MAULEON - 10h30 Rue des Frères Barennes

OLORON - 10h30 Place de la Mairie

PAU - 10h30 Place de Verdun